

# Incidence de la dépréciation du franc congolais sur la sécurité alimentaire des ménages

M. KAMARA<sup>1</sup>, P. KIMWANGA SALUMU<sup>1</sup>, C. JASHOPOKWO UZELE<sup>1</sup>, L. MUANASAKA KABUITA<sup>1</sup>, B. MOKILI LILALA<sup>1</sup>

(Reçu le 21/10/2020; Accepté le 27/01/2021)

## Résumé

Une étude sur l'incidence de la dépréciation du franc congolais par rapport au dollar américain sur la sécurité alimentaire a été réalisée dans la commune de Lubunga, ville de Kisangani en République Démocratique du Congo (RDC). Cette analyse a tenu essentiellement sur la disponibilité et l'accessibilité des denrées alimentaires par les ménages. Pour ce faire, une enquête sur terrain et les revues documentaires ont permis la collecte des données. Les résultats obtenus ont montré que la tendance générale de prix de produits alimentaires de base entrants dans le calcul de l'Indice de Prix à la Consommation (IPC) des ménages de Kisangani de 2012-2018 est croissante. Une corrélation positive de l'ordre de 84,8% entre le taux de change et prix de produits vivriers de base (le riz et la farine de maïs) a été observée. Les ménages consacrent une part importante de leur revenu pour l'alimentation soit un coefficient budgétaire alimentaire de 79%. Le Score de Consommation Alimentaire (SCA) de 27,6 a montré que l'alimentation est de qualité inadéquate et que les ménages sont en insécurité alimentaire.

**Mots clés:** Incidence, dépréciation de franc congolais, sécurité alimentaire, ménage

## Impact of the depreciation of the Congolese franc on household food security

### Abstract

A study on the impact of the depreciation of the Congolese franc against the US dollar on food security has been carried out in the commune of Lubunga, Kisangani town in the Democratic Republic of Congo (DRC). This analysis focused on the availability and accessibility of food by households. To do this, a field survey and document reviews were used to collect data. The results obtained showed that the general trend in the prices of basic foodstuffs used to calculate the Consumer Price Index (CPI) for Kisangani households for 2012-2018 is increasing. A positive correlation of around 84.8% between the exchange rate and the prices of basic food commodities (rice and maize flour) was observed. Households devote a significant proportion of their income to food, i.e. a food budget coefficient of 79%. The Food Consumption Score (FCS) of 27.6 showed that food is of inadequate quality and that households are food insecure.

**Keywords:** Incidence, depreciation of the Congolese franc, food security, household

## INTRODUCTION

D'ici 2050, la population mondiale comptera 9,1 milliards d'individus, soit une hausse de 34 % par rapport à aujourd'hui. La quasi-totalité de cette croissance concernera les pays en développement. L'urbanisation s'accéléra et, selon les estimations, environ 70 % de la population mondiale habiteront la ville, contre 49 % aujourd'hui FAO (2015). En 2008, des manifestations contre la hausse des prix des denrées de première nécessité dites «émeutes de la faim», éclatèrent dans plusieurs pays en développement Rokhaya (2013). Les fluctuations des cours sur les marchés des produits alimentaires peuvent ainsi rapidement se traduire par une situation explosive dans la rue Zidouemba (2014).

La sécurité alimentaire en RDC préoccupe la population, qui vit la précarité alimentaire au quotidien, le gouvernement, les ONG et la communauté internationale. Les études montrent qu'à peu près 70% des personnes en RDC sont mal nourries actuellement Tollens (2003). Pour une nation ou un ménage, la sécurité alimentaire suppose disposer d'une source de nourriture fiable et de ressources suffisantes pour l'acheter. C'est pourquoi il est important d'identifier les causes fondamentales et les facteurs proches des déficits alimentaires et des pertes de revenus au sein de la population, Ibrahimia *et al.*, (2011).

La dépréciation de la monnaie nationale rend le revenu de ménage vulnérable et instable (Mokili, 2019) et demande

une synergie des stratégies. La réussite de stratégies nationales de sécurité alimentaire dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier dépend aujourd'hui dans une très large mesure de la capacité de ces pays, pour la plupart importateurs nets, à tirer des bénéfices réels de leur insertion dans le marché mondial, Azoulay (2005). Ainsi, l'épisode de flambée des prix alimentaires de 2006-2008 a montré qu'une appréciation conjoncturelle de sa monnaie locale avait permis à la Thaïlande de modérer l'augmentation du prix domestique du riz à +0,2 % par mois contre +1,2% par mois sur le marché mondial Bonilla et Ron (2010) cité par Huchet-Bourdon *et al.*, (2013). Cependant, en dépit des diverses mesures mises en œuvre par les autorités monétaires de la RDC, le marché de change ne semble pas révéler son mode opératoire, à tel enseigne que le taux de change continue à maintenir son rythme de volatilité, Kibala (2011). Les ménages africains, ruraux comme urbains, ont été confrontés depuis la décennie 1980 à des changements macro-économiques et politiques de grande ampleur ayant durablement affecté leur niveau de vie et leur capacité à faire face aux risques et incertitudes. Cambrezy et Janin (2003). De ce fait, dans le contexte de l'analyse de choc économique, qui est la dépréciation du Franc congolais face au dollar américain de 2012-2018 sur la sécurité alimentaire dans la ville de Kisangani, principalement dans la commune Urbano rurale Lubunga, cet article fait état des lieux de l'impact de ce choc économique sur les ménages de ladite commune.

<sup>1</sup> Département d'Économie Agricole, Institut Facultaire des Sciences Agronomiques de Yangambi, RD Congo

## MATÉRIELS ET MÉTHODES

### Situation géographique

Notre étude a été menée dans la commune de Lubunga. Elle est la seule commune se trouvant à la rive gauche du fleuve Congo. Elle est reconnue comme une commune-alors Belge II, par le décret royal No. 12/357 du 06/09/1957. Sa création remonte au 06/03/1957.

Elle est limitée à (au):

- L'Est: Par le territoire d'Ubundu jusqu'au P.K. 48 en amont du fleuve Congo (village Babokoti);
- L'Ouest: Par le territoire d'Isangi à 27 km en aval du fleuve Congo au quartier Yalisombo;
- Nord: Par les communes de Makiso et de Kisangani, qui le séparent par le fleuve Congo ;
- Sud: Par le territoire d'Opala au P.K. 30 sur la route Opala au quartier Lokwa/Osio.

La commune de Lubunga a une superficie de 882 km<sup>2</sup> et une population de 186150 habitants, avec une densité de 148 habitants/km<sup>2</sup>. Sa latitude est de 0°31' axe nord de l'équateur dans la cuvette centrale; Sa longitude est de 25°11' à l'Est de Greenwich, Altitude: 396 m du niveau de la mer.

Les principales tribus dominantes sont: mbole, enya, lengole, lokele, mituka et topoke.

### Climat et sols

Son climat est du type équatorial qui divise l'année en quatre saisons à savoir:

- La grande saison sèche: Qui va de mois de janvier au mois de mars;
- La petite saison de pluie: Elle va de mois de mars à celui de mai;
- La petite saison sèche: S'étend du mois de Juin à celui de Juillet;
- La grande saison de pluie: Intervient du mois d'Août au mois de décembre.

Il y existe deux structures de sol: La structure argilo-sableuse et la structure sablo-argileuse. Une bonne texture de genre colloïdale et calcaire.

### Principales activités économiques

L'agriculture constitue l'une des activités principales de la commune. Les agriculteurs pratiquent les cultures vivrières suivantes: maïs, riz (paddy), manioc, bananes, patates douces, arachides, vigne, soja et légumes. Mises à part les productions végétales, l'élevage des porcs, des chèvres, des moutons, des canards, des lapins et cobaye, les gallinacées, les palmipèdes et pigeons est aussi pratiqué par la majeure partie de la population. La pêche est artisanale ; d'où il existe des associations des pêcheurs regroupant les tribus Lokele et Wagenia.

### Collecte des données

Les données statistiques des enquêtes réalisées auprès des consommateurs renseignent sur les qualités d'aliments consommés lorsqu'il s'agit d'enquêtes nutritionnelles ou, pour les enquêtes sur le budget des ménages, enregistrent les dépenses consacrées à l'alimentation ainsi que toutes les autres dépenses des ménages et les sources de revenus. Les relevés de prix et le taux de change ont été respectivement recueillis de l'Institut National de la Statistique et de

la Banque Centrale Congolaise et renseignent de l'impact de la dépréciation sur le prix.

La présente étude a deux volets dont:

- L'étude rétrospective basée quasiment sur les analyses des données secondaires collectées auprès de l'Institut National des Statistiques (INS) et de la Banque Centrale du Congo et;
- L'étude prospective dont les données ont été collectées moyennant une suite d'enquête sur terrain par sondage aléatoire auprès des ménages dans la commune de Lubunga. A l'absence d'une base de sondage préétablie, l'enquête de terrain s'est effectuée en deux étapes :
  - La première a consisté à l'identification des ménages à enquêter d'une façon aléatoire et nous a permis le dépôt de fiche de suivi de consommation alimentaire;
  - La deuxième étape a consisté à la répartition par quotas des ménages dans chaque quartier.

Sur base des statistiques fournies par le bureau communal, un échantillon de 60 ménages a été sélectionné pour faire partie de notre unité d'étude en divisant le nombre d'avenues par celui des blocs constituant les 12 quartiers dudit milieu afin de trouver le nombre de ménages à enquêter par quartier.

La répartition des ménages enquêtés selon les quartiers de la commune Lubunga est présentée dans le tableau 1.

L'enquête a eu lieu en mai 2018 dans tous les quartiers qui composent la commune Lubunga. Après une prise de contact en vue d'un rendez-vous, une fiche de suivi de consommation alimentaire a été administrée à chaque chef du ménage comprenant différents groupes d'aliments consommés par un ménage durant les 7 jours précédant l'étude.

### Traitements et analyses des données

Pour l'analyse des données, nous nous sommes servis de la statistique descriptive et inférentielle pour les calculs des paramètres de position et ceux de dispersion comme la moyenne arithmétique et l'écart-type. La statistique inférentielle nous a permis de faire le test de WILCON. Les logiciels statistiques SPSS 20.0 et Microsoft Excel 2016 nous ont servi pour le traitement des données.

**Tableau 1: Répartition des ménages enquêtés par quartiers**

N°	Quartiers	Avenues	Ménages enquêtés
1	BASOKO	23	3
2	BATYANGUBU/LULA	47	7
3	BUTA	23	3
4	KASAI	31	5
5	KOLWEZI	25	4
6	LOKELE	13	2
7	LOKWA/OSIO	61	9
8	MANIEMA	75	11
9	OPALA	14	2
10	SALUMU	33	5
11	WAGENIA	23	3
12	YALISOMBO	28	4
<b>Total</b>		<b>396</b>	<b>60</b>

## Analyse des données

Les variables ont été regroupées en deux sections: Socio-démographiques et économiques, ainsi que celles liées directement à la sécurité alimentaire. La méthode de moyenne a été utilisée pour dégager la tendance générale de prix des produits alimentaires de base entrant dans le calcul de l'IPC de ménage de Kisangani de 2012 à juin 2018. Ensuite, le test de corrélation à partir de droite de régression a permis de visualiser la tendance de courbe et le niveau de liaison et relation qui existe entre le taux de change et le prix des produits vivriers de base par le coefficient de détermination et de corrélation.

Pour comparer le revenu (approximatif) de ménage entre 2012 et 2018, nous avons utilisé le test statistique t de Student sur échantillon apparié et plus précisément le test non paramétrique de Wilcoxon.

La détermination du Score de consommation a été faite sur base du modèle de PAM (Ndiaye, 2014). Ce modèle consiste à demander aux ménages d'indiquer les aliments consommés au cours des sept derniers jours précédant l'étude. Chaque aliment reçoit une note de 0 à 7, en fonction du nombre de jours pendant lesquels il a été consommé.

Le score est comparé aux seuils prédéfinis, afin de déterminer le niveau de la consommation alimentaire du ménage. Le PAM applique les seuils suivants dans diverses situations:

- Consommation alimentaire faible: de 0 à 21;
- Consommation alimentaire limite: de 21,5 à 35;
- Consommation alimentaire acceptable: > 35

## RÉSULTATS ET DISCUSSIONS

### Profil socio-démographique et économique des ménages

La taille moyenne de ménage varie entre 4 et 10 personnes par ménage, avec une moyenne de 7 (Tableau 2). Les résultats ont montré que les ménages ayant un nombre important de personnes tendent à être plus pauvres que les ménages de petites tailles. Ainsi, le taux de pauvreté avoisine 44% pour les ménages constitués de 3 individus, mais approche

de 80% lorsque le nombre d'individus dépasse cinq. Notre observation s'accorde avec celle de Moumami (2010). Cet auteur souligne que la taille des ménages est un facteur aggravant de la pauvreté en RDC.

L'analyse sur le niveau d'étude renseigne que 60% de responsables des ménages ont fréquenté l'école secondaire contre 16,7% qui ont un niveau d'étude supérieur. Les ménages dont les responsables ont fréquenté les études universitaires et supérieures ont un niveau de vie amélioré par rapport à ceux du niveau primaire et secondaire. Ces études ont été approuvées par celles de Disonama (2008) et de Moumami (op.cit.). Selon ces auteurs, la valeur de l'indice de Gini est plus élevée chez les catégories des ménages dont le chef est instruit.

La grande part de sources de revenus du ménage est issue du commerce (61,7%). Par contre, le salaire n'occupe qu'une part de 36,6% dans le budget des ménages. Nos résultats font écho à ceux de Muteba (2014). Le commerce en général (grand ou petit), affirme l'auteur, constitue une source de revenus très importante pour les ménages: 28% dans le quartier aisé, 37% dans le quartier moyen et 44% dans le quartier pauvre. Nombre d'études indiquent aussi que faire appel à différentes formes d'aide, comme emprunter à des parents ou des voisins ou souscrire à un crédit, a été le mécanisme le plus répandu pour faire face à la hausse des prix alimentaires (Mousseau, 2010); or d'après le résultat de notre enquête, 1,7% de revenu seulement représente le don/aide. La vulnérabilité à laquelle sont exposés les ménages sous étude en cas des chocs, constitue une des raisons principales du faible part du crédit de consommation des ménages. La détérioration de conditions de vie a accentué la diversification de sources de revenu. Ainsi, nos constats s'accroissent à ceux de Muteba *et al.*, (2018). Les résultats obtenus par ces auteurs montrent que les ménages se trouvant dans ces conditions se sont adonnés aux sources informelles de revenu.

L'épargne est pratiquée par 74,6% des ménages. Cependant, celle-ci se fait d'une manière informelle (tontine, thésaurisation) dans un objectif de son usage comme un filet de sécurité en périodes de choc. Ces analyses s'apparentent à celles

**Tableau 2: Les caractéristiques socio-démographiques et économiques des ménages**

Variables		Somme	Moyenne	(%)
Taille ménage			7 ± 3*	
Niveau étude chef ménage	Sans niveau			6,6
	Primaire			16,7
	Secondaire			60,0
	Univ/sup			16,7
Source de revenu	Salaire			36,6
	Don/Aide			1,7
	Commerce			61,7
Pratique de l'épargne	Oui			74,6
	Non			25,4
Revenu mensuel 2012	CDF	5 607 000	93 450 ± 92 419*	
Revenu mensuel 2018	CDF	6 625 000	110 417 ± 93 367*	
Postes de dépenses (CDF)	Alimentation		5 063 ± 1 935*	79,0**
	Autres		1 320 ± 1 065*	21,0**
Fréquence de repas	Une fois			10,0
	Deux fois			65,0
	Trois fois			25,0

\*Écart type et \*\* rapport de poids de poste de dépense exprimée en pourcentage pour trouver le coefficient budgétaire alimentaire.  
Taux de change 1\$=1600 CDF (en 2018)

de Mitewu (2018), montrant que la dépréciation du franc congolais est considérée comme une maladie de l'économie congolaise car elle a pour conséquence le dérèglement des activités économiques notamment l'épargne des ménages.

Le revenu mensuel moyen de ménages était de 93 450 Franc congolais (CDF) en 2012 contre 110 417 (CDF) en 2018 (Tableau 2). Les dépenses alimentaires journalières moyennes (CDF) sont de 5063 contre 1320 pour les dépenses non alimentaires, soit un coefficient budgétaire alimentaire de l'ordre de 79%. Nos résultats soutiennent ceux de Padilla (1997), selon lesquels les ménages à faible revenu et à revenu moyen consacrent la quasi-totalité de leurs revenus à l'alimentation soit les 3/4 environ. Les enquêtes ont révélé qu'en 1986, la nourriture constituait 62% du budget d'une famille à Kinshasa. Les ménages les plus pauvres dépensaient 70% de leur revenu pour l'alimentation; les ménages les plus riches seulement 50%, Goossens (1997).

Pour ce qui est de l'accès à la nourriture, 60% des ménages mangent deux fois le jour contre 25% qui mange trois fois le jour (Tableau 2). Le nombre de repas quotidiens consommés par les ménages augmente légèrement avec le niveau de richesse du ménage, mais il est d'une moyenne de 3 ou plus selon les régions FAO *et al.*, (2008).

### Corrélation entre taux de change et prix ainsi que la tendance générale prix des produits vivriers de base

Entre 2012 et 2018, la tendance générale de prix est nettement croissante pour le riz local et la farine de maïs (Figure 1). Par contre, une faible tendance à la hausse a été observée pour la farine de manioc. Comparativement aux autres produits, les prix des bananes plantains ont affiché une tendance relativement stable sur le marché de Kisangani. Ces résultats corroborent avec ceux trouvés par Temple et Dury (2003) à Yaoundé. La hausse de prix des produits agricoles dans la ville de Kisangani est due non seulement à une politique monétaire et économique non maîtrisée dans la RDC mais aussi par la nature structurelle de l'agriculture congolaise (agriculture de substance et sans valeur ajoutée). Ces causes conjoncturelles et structurelles ne permettent pas aux consommateurs de lisser leurs préférences alimentaires pendant l'année. Dury *et al.*, (2004) font les mêmes constats dans les villes de l'Afrique de l'ouest. Les causes de l'augmentation soudaine et forte des prix de détail des denrées de base en ville, poursuivent les auteurs, sont multiples, imbriquées et d'ordre différent (conjoncturelles et structurelles).

Le taux de change explique à 71,9% le prix des produits vivriers, soit une corrélation positive à 84,8% entre le taux

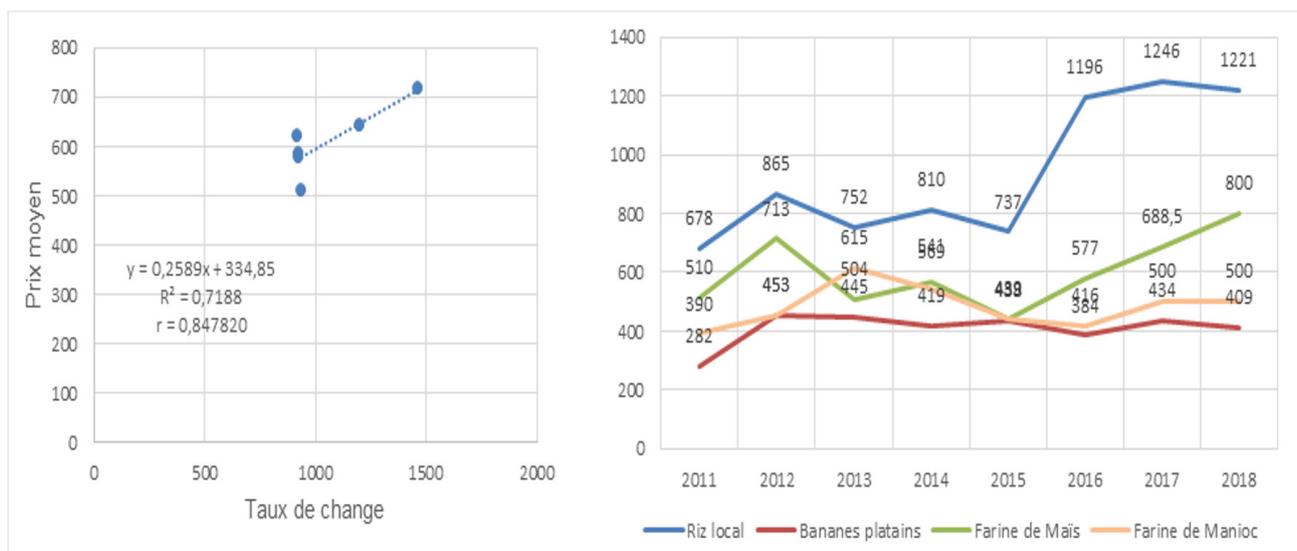


Figure 1: Évolution des prix du Riz, Bananes plantains, farine de Maïs et farine de Manioc

Tableau 3: Score de consommation alimentaire des ménages

Aliment	Groupe d'aliments	Pondération (A)	Nombre de jours de consommation au cours des 7 derniers jours (B)	Note A*B
Maïs, riz, sorgho, mil, pain et autres céréales	Céréales et tubercules	2	4,59	9,17
Manioc, pommes de terre et patates douces			2,22	4,45
Haricots, pois, arachides en coques et noix de cajou	Légumes secs	3	1,28	3,83
Légumes, condiments et légumes-feuilles	Légumes	1	4,02	4,02
Bœuf, chèvre, volailles, Porc, œufs et poisson	Viande et poisson	4	1,52	6,07
Lait, yaourt et autres produits laitiers	Lait	4	0,02	0,07
Sucre et produits sucrés	Sucre	0,5	0,03	0,02
			<b>Score composite</b>	<b>27,6</b>

de change et le prix de produits analysés. La hausse de l'indice des prix à la consommation des ménages et la forte reprise des importations alimentaires depuis 1996 semblent confirmer la faible croissance de certaines productions alimentaires locales (céréales, poisson, produits animaux, etc.) par rapport à la demande, Folefack *et al.*, (2014).

Certes, il existe une volatilité des prix inhérente aux produits agricoles, qui a été aggravée par les politiques commerciales et la spéculation. Mais, depuis 2005, se dessine une tendance persistante à la hausse des prix alimentaires, qui évolue parfois en flambées. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces flambées: l'absence de stockage coordonné; un investissement agricole insuffisant et inadapté; la raréfaction des ressources; la demande croissante du secteur des agro-carburants et des pays émergents, Daviron (2012). En milieu urbain, l'impact de l'augmentation des prix du carburant et des produits alimentaires ne se fera pas seulement sentir dans les coûts opérationnels, mais il est aussi probable que la fréquence et l'intensité de l'insécurité alimentaire en soient affectées PAM *et al.*, (2008).

### Score de consommation alimentaire des ménages

Le score composite est de 27,6 (Tableau 3). Cette valeur remontée dans les intervalles prédéfinis de PAM, Ndiaye (2014), ce Score de la Consommation Alimentaire est donc limite et la qualité est inadéquate. Ainsi les ménages avec une consommation alimentaire pauvre et limite sont considérés comme les ménages en insécurité alimentaire actuelle selon Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural et PAM (2009).

Les produits laitiers dans le milieu sous étude représentent une lacune notoire, telle qu'illustrée dans le tableau 3. Selon Merino (2009), une des caractéristiques importantes de l'alimentation urbaine en Afrique est la part importante occupée par les produits importés (blé, riz, viande, céréales, produits laitiers), ce qui explique la plus forte sensibilité des citoyens à l'évolution des cours mondiaux. Le riz consommé dans la ville Kisangani est généralement local, mais la plupart de produits carnés sont soit des importations (poulet, poisson chinchard «piodi»...) soit ils viennent des provinces voisines (viande de bœuf, poisson fumée, salé, séché «macayabo»...). Nous affirmons donc que dans la catégorie des céréales, le riz occupe une note supérieure aux autres céréales. Cette denrée représente l'un des principaux aliments de base et de ce fait, il est garant de la sécurité alimentaire et constitue un apport calorique garanti des populations Folefack, (2014). Dans la commune sous étude, l'élevage de porc et celui des volailles occupent une place importante. Dans le groupe d'aliments viande et poisson, le porc et les volailles occupent des notes élevées dans l'alimentation puisque ils sont élevés par la majorité des ménages en place.

### CONCLUSION

La sécurité alimentaire est un concept qui demande des analyses dans plusieurs domaines étant donné sa complexité. Elle demande des analyses multidimensionnelles et dépend aussi des natures de faits. Ainsi, le présent article s'est penché sur l'incidence de la dépréciation du franc congolais sur la sécurité alimentaire des ménages de la commune de Lubunga, ville de Kisangani en République Démocratique du Congo.

Répondant aux questions soulevées dans la problématique, nous avons trouvé une corrélation positive entre le prix des produits alimentaires et le taux de change. La hausse de ce dernier a provoqué une hausse de prix des produits agricoles et cela est observé sur le riz suivi de la farine de maïs, pendant la période d'étude. Cette corrélation positive se justifie du fait non seulement de leur forte demande, des habitudes et préférences alimentaires de populations, mais aussi de problème dus aux défaillances des infrastructures nécessaires (transport, stockage...) puisque ces produits sont locaux. La nature structurelle de la balance commerciale agricole déficitaire de la RDC a fait que les prix des biens domestiques soient impactés par la variation du taux de change et qu'à long terme, les prix de ces derniers suivent l'allure de prix des biens importés. Il est clair que la résilience ne guère un modèle en soi, mais il s'avère important de souligner comme dans tous les pays à revenu faible ou intermédiaire, que les ménages consacrent une grande partie de leur revenu pour l'alimentation. En fin du point de vue diversité alimentaire, on observe un score de consommation alimentaire limite témoignant que les ménages sont en insécurité alimentaire.

### RÉFÉRENCES

- Azoulay, G. (2005). Cohérence des politiques commerciales et sécurité alimentaire. *The European Journal of Development Research*, 17:545-558.
- Cambrezy, L., & Janin P. (2003). Le risque alimentaire en Afrique. In: Veyret Y. (dir.). Les risques, SEDES, pp.88-103, Collection Dossiers des images économiques du monde (DIEM) 14p.
- Daviron, B. (2012). Hausse des prix et sécurité alimentaire mondiale. Les ruptures nécessaires. *Perspective*, CIRAD, 15: 4p. hal-00723767v2.
- Disonama, M. (2008). Réformes macro-économique et réductions de pauvreté en République Démocratique du Congo: une analyse en équilibre général Calculable. Thèse doctorale IFA Yangambi. 210p.
- Dury, S., Medou, J-C., Tita, D. & Nolte, C. (2004). Limites du système local d'approvisionnement alimentaire urbain en Afrique subsaharienne: le cas des féculents au Sud-Cameroun. *Cahiers Agricultures*, 13: 116-24.
- FAO (2015). Situation des marchés des produits agricoles ; commerce et sécurité alimentaire: Trouver un meilleur équilibre entre les priorités nationales et le bien commun. Rapport 2015-2016. 81p.
- FAO, PAM, UNICEF & ANSD. (2008). Impact de la hausse des prix sur la sécurité alimentaire des populations en milieu urbain. Sénégal Pikine-Kaolack-Ziguinchor. Novembre 2008. Rapport 48p.
- Folefack, D-P. (2014). Booster la production locale du riz pour le renforcement de la sécurité alimentaire au Nord de Cameroun. *Journal of Applied Biosciences*, 82:7449-7459.
- Folefack, D-P, Bakwowi, J., Kpade, P. (2014). La crise de la filière cotonnière et sécurité alimentaire au Nord Cameroun. *Journal of Applied Biosciences*, 75:6221- 6231.
- Goossens, F. (1997). Aliments dans les Villes, rôle des SADA dans la sécurité alimentaire de Kinshasa. Approvisionnement et distribution alimentaires des villes Programme FAO EC/08-96 avril 1997 © FAO. 75p

- Huchet-Bourdon, M., Laroche-Dupraz, C., Anned-Linz, S. (2013). Impact de taux de change sur la sécurité alimentaire des pays en développement. 6<sup>e</sup> journée de recherche en sciences sociales. Décembre 2012. Toulouse (FR). 37p.
- Ibrahima, H., Ekade, B., DS/MAG/EL&INS. (2011). Étude de la dynamique des consommations alimentaires au Niger et des impacts de la hausse des prix de denrées alimentaires. République du Niger. Ministère de l'Agriculture, Pêche et Élevage. Rapport 76p.
- Kibala, J. (2011). Contribution à l'explication de la volatilité du taux de change en R.D Congo: Approche par la modélisation VAR. Working paper n°002/WP.CREQ/12-19 du CREQ, décembre, 18p
- Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural et PAM (2009). Évaluation de l'impact de la hausse de prix des denrées alimentaires sur la sécurité alimentaire des ménages dans les villes de BAMENDA, DOUALA, MAROUA et YAOUNDE au CAMEROUN, Rapport 70p.
- Mitewu, A. (2018). La dépréciation du franc congolais par rapport au dollar américain et son incidence sur l'épargne des ménages de la Ville de Mbujimayi. Online at <https://mpr.a.ub.uni-muenchen.de/91903/> MPRA Paper No. 91903, 14p.
- Merino, M. (2009). L'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. CREPAO - Université de Pau et des Pays de l'Adour. Note n°02/09. Fondation pour la recherche stratégique, 9p.
- Mokili, B. (2019). Recherche des facteurs qui influencent l'efficacité des interventions de projets agricoles en milieu rural d'Isangi, en RDC. *Rev. Mar. Sci. Agron. Vét.*, 8: 110-116.
- Moumami, A. (2010). Analyse de la pauvreté en République démocratique du Congo. Working Papers Series N° 112. African Development Bank. Tunis. Tunisia. 25p.
- Mousseau, F. (2010). Le défi de la hausse des prix alimentaires, Une Revue des Réponses à la Crise de 2008. The Oakland Institute, Oakland, Californie, 55p.
- Muteba, D., Ntoto, R. & Lebailly, Ph. (2013). Comportements et pratiques alimentaires à Kinshasa. Une approche basée sur le rapprochement des conditions de vie et des modes de consommation alimentaires des ménages. 7<sup>èmes</sup> Journées de Recherches en Sciences Sociales: actes du colloque. SFER, 19p.
- Muteba, D. (2014). Caractérisation des modes de consommation alimentaire des ménages à Kinshasa: Analyse des interrelations entre mode de vie et habitudes alimentaires, Université de Liège-Gembloux Agro bio Tech, thèse doctorale. 179p.
- Ndiaye, M. (2014). Indicateurs de la sécurité alimentaire, Intégrer les programmes de nutrition et de sécurité alimentaire en situation d'urgence et pour le renforcement de la résilience, Atelier Régional de Formation: 10-12 Juin 2014. Afrique de l'Ouest/Sahel – Saly, Sénégal. 27p.
- Padilla, M. (1997). La sécurité alimentaire des villes Africaines: le rôle des SADA. Communication présentée au séminaire sous-régional FAO-ISRA «Approvisionnement et distribution alimentaires des villes de l'Afrique francophone» Dakar, 14-17 avril 1997. 46p.
- PAM, Ministère du Plan et Institut National de la Statistique (2008). Analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité(CFSVA). Données juillet 2007 et Février 2008. République Démocratique du Congo. Rapport 85p.
- Rokhaya, D. (2013). Sécurité alimentaire et libéralisation agricole. Economies et finances. Université Nice Sophia Antipolis. Thèse doctorale. 324p.
- Temple, L. & Dury, S. (2003). Instabilité du prix des produits vivriers et sécurité alimentaire urbaine au Cameroun. Cirad Document.
- Tollens, E. (2003). État actuel de la sécurité alimentaire en RDC : Diagnostic et perspective. Working paper n° 77. Département d'économie agricole et de l'environnement. Katholiek Univesiteit Leuven, 48p.
- Zidouemba, P. (2014). Sécurité alimentaire, productivité agricole et investissements publics au Burkina Faso: une analyse à l'aide d'un modèle d'Équilibre Général Calculable dynamique et stochastique. Sciences économiques. Centre international d'études supérieures en sciences agronomiques Montpellier. Thèse doctorale, 279p.